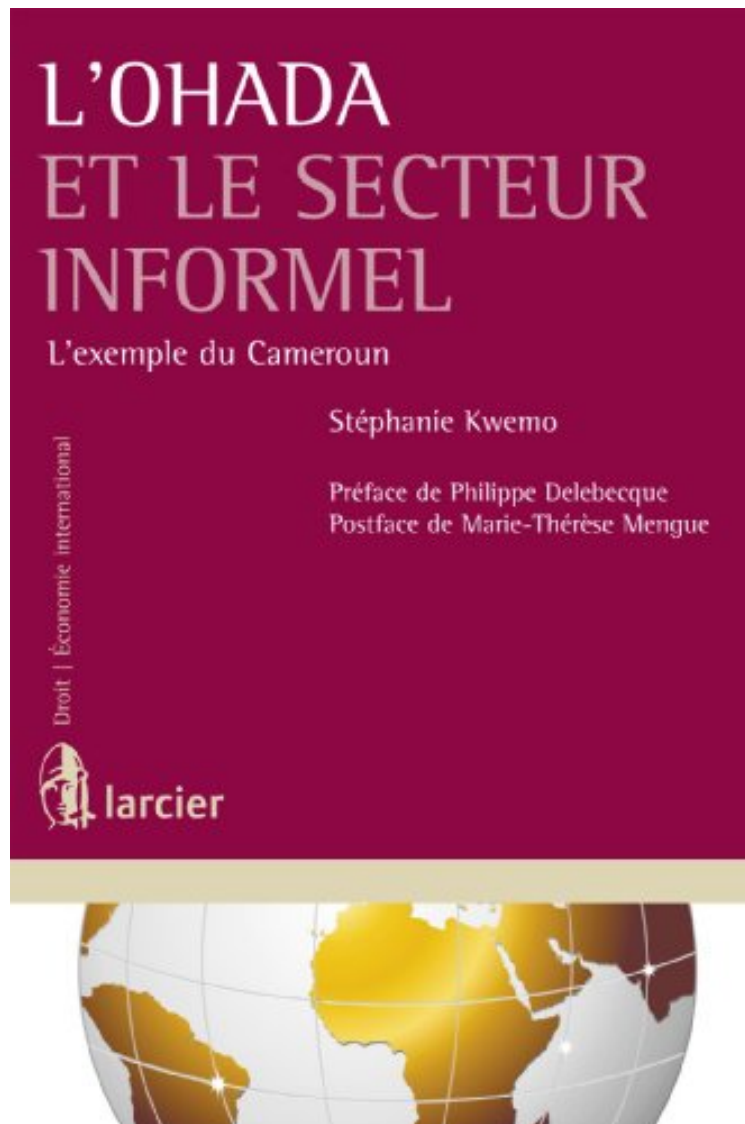


(Read free ebook) L'Ohada et le secteur informel: L'exemple du Cameroun (Droit/Economie internationale) (French Edition)

## L'Ohada et le secteur informel: L'exemple du Cameroun (Droit/Economie internationale) (French Edition)

Stéphanie Kwemo

\*Download PDF / ePub / DOC / audiobook / ebooks



 Download

 Read Online

2012-11-05 2012-11-05 File Name: B00BJ3SWCU | File size: 16.Mb

Stéphanie Kwemo : L'Ohada et le secteur informel: L'exemple du Cameroun (Droit/Economie internationale) (French Edition) before purchasing it in order to gauge whether or not it would be worth my time, and all praised L'Ohada et le secteur informel: L'exemple du Cameroun (Droit/Economie internationale) (French Edition):

Cet ouvrage nous fait découvrir l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) créée par le Traité de Port-Louis (Maurice) du 19 octobre 1993 et entrée en vigueur le 18 septembre 1995. Afin de créer un espace économique doté d'une structure juridique susceptible d'attirer les investissements étrangers et de consolider les investissements nationaux, les États membres se sont fortement inspirés du droit des affaires français, le contexte socio-économique africain n'ayant pas été suffisamment pris en compte dans la mise en place de ce dispositif. Le tissu économique des pays membres de l'OHADA se caractérise par la prédominance du secteur informel sur le secteur formel. Cette étude nous présente le cas du Cameroun dont le secteur informel compte un peu plus de 90% des emplois. Ainsi, bien que ce secteur soit le moteur du développement économique en Afrique, le législateur de l'OHADA n'en a pas suffisamment tenu compte lors de l'élaboration des actes normatifs. Le cadre juridique est donc inadapté au secteur informel. Or, pour que l'intégration économique africaine réussisse (c'est l'un des objectifs de l'OHADA), il est nécessaire de considérer tous les acteurs de la vie économique. L'étude vise en ce sens l'identification des mesures qui pourraient être prises dans le cadre de l'espace OHADA d'une part et dans le cadre national camerounais d'autre part, pour élaborer une législation appropriée au secteur informel, le résultat recherché étant la migration progressive des opérateurs du secteur informel vers le secteur formel de l'économie. Cet ouvrage interressera les magistrats, les avocats spécialisés dans le droit des affaires, les chefs d'entreprise africains, mais également les professionnels de l'économie comme les banquiers, ou encore les professeurs et leurs étudiants. L'ouvrage a été soutenu par le Fonds scientifique Jean Bastin AISBL.